



CHAPITRE 174

LOI CONCERNANT LES EXHIBITIONS DE VUES ANIMÉES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi Titre abrégé. des vues animées.*

SECTION I

DE L'ADMISSION DES ENFANTS AUX EXHIBITIONS DE VUES ANIMÉES

2. Il est prohibé à toute personne ou à toutes per- Défense de recevoir cer- tains mineurs dans une salle de vues ani- mées.
sonnes en charge d'une salle de vues animées, où il est donné des spectacles au moyen du cinématographe, et, dans le cas d'une compagnie ou société, à tout gérant ou autre personne en charge de l'établissement, de recevoir, de quelque façon, à ces spectacles, des mineurs âgés de moins de seize ans révolus, à moins qu'ils ne soient accompagnés de leur père, de leur mère, de leur tuteur, de leur précepteur ou d'un gardien spécialement autorisé par leur père ou par leur mère.

Nonobstant la disposition ci-dessus, les enfants au- Certains mi- neurs pou- vant assister à certaines représenta- tions de vues animées.
dessous de seize ans peuvent assister aux représentations de vues animées sans être ainsi accompagnés, lorsque l'annonce de la représentation comporte un programme pour les seules vues autorisées pour les enfants par le bureau de censure des vues animées, suivant les dispositions de l'article 16, et pour nulle autre vue. S. R. (1909), 3713a; 1 Geo. V (1911), c 34, s. 1; 9 Geo. V, c. 48, s. 1.

3. Tout agent de la paix autorisé par le chef de police Pouvoir des agents de la paix.
de la municipalité, tout détective ou tout officier de la police provinciale peut entrer dans une salle de vues animées où il est donné des spectacles au moyen du cinématographe, afin de constater si les prescriptions de la présente section sont observées. S. R. (1909) 3713b; 1 Geo. V (1911) c. 34, s. 1.

Pénalités
pour contra-
ventions.

4. Toute contravention aux dispositions de la présente section est punie d'une amende n'excédant pas cinquante dollars et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas un mois et, au cas de récidive, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cent dollars, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois.

Annulation
de la licence

Le magistrat peut, dans tous les cas, annuler la licence émise en vertu de la troisième section de la Loi des licences (chap. 25), et donner avis en conséquence au percepteur du revenu qu'il appartient.

Exception.

Dans les poursuites intentées en vertu de la présente section, le défendeur n'est pas sujet aux pénalités y indiquées s'il prouve qu'il a usé de diligence raisonnable pour constater l'âge du mineur avant de le recevoir dans la salle de vues animées, et qu'il a eu raisonnablement lieu de croire que ce mineur n'était pas âgé de moins de seize ans révolus ou qu'il était accompagné, tel que voulu par la présente loi. S. R. (1909), 3713c; 1 Geo. V (1911), c. 34, s. 1; 4 Geo. V, c. 40, s. 1; 9 Geo. V, c. 48, s. 2.

Procédures.

5. Les poursuites en vertu de la présente section sont intentées, instruites et jugées conformément aux dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 165). S. R. (1909), 3713d; 1 Geo. V (1911), c. 34, s. 1; 12 Geo. V, c. 98, s. 3.

SECTION II

DU BUREAU DE CENSURE DES VUES ANIMÉES DE QUÉBEC

Nomination
du "Bureau."

6. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer une commission nommée "Bureau de censure des vues animées", composée de trois commissaires et d'un secrétaire, qui tous restent en fonction durant bon plaisir. S. R. (1909), 3713e; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

Séances de la
commission.

7. Cette commission siège et a son bureau dans la cité de Montréal, à l'endroit désigné par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. (1909), 3713f; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

Président,
etc.

8. L'un des commissaires est nommé président de la commission et un autre président suppléant. S. R. (1909), 3713g; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

Président
suppléant.

9. En cas d'absence du président à une assemblée de la commission, ou de son incapacité d'agir comme tel, le

président suppléant y préside et exerce tous les pouvoirs du président.

Chaque fois qu'il apparaît que le président suppléant ^{1a} a agi pour le président et à sa place, il est censé avoir ainsi agi en l'absence ou pour cause d'incapacité du président. S. R. (1909), 3713h; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

10. Deux commissaires forment un quorum, mais s'il ^{Quorum.} arrive qu'ils ne puissent s'entendre sur une décision, la question est référée à la commission au complet.

Une vacance dans la commission n'est pas une cause ^{Vacances.} valable pour empêcher d'agir les autres commissaires. S. R. (1909), 3713i; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

11. Aucun membre de la commission ne doit occu- ^{Emplois in-}per une charge ou exercer un emploi qui serait incompa- ^{compatibles}tible avec l'accomplissement de ses devoirs, et ne peut ^{prohibés.} directement ou indirectement:

1° Avoir quelque intérêt dans une affaire ou entreprise ayant pour objet l'exhibition de vues animées au moyen de cinématographes, de machines de vues animées ou autres choses semblables;

2° Posséder, acquérir ou avoir un intérêt dans quelque action, ou part, ou quelque bon, obligation, ou autre valeur, ou quelque titre de créance, émis par une personne, une société, une compagnie ou corporation faisant ce genre d'affaires ou y ayant un intérêt;

3° Avoir quelque intérêt dans aucun appareil, invention, machine, procédé ou article brevetés, ou dans aucune partie de ces objets, qui pourrait servir aux fins de cette industrie, et qui ne serait pas utile aux fins d'aucune autre entreprise commerciale.

Si l'un de ces objets ou quelque intérêt dans ces objets ^{Aliénation de} est la propriété d'un commissaire ou du secrétaire quand ^{certain ob-} il est nommé à sa fonction, ou si, par la suite et pendant ^{jets après no-} qu'il occupe cette charge, il en fait l'acquisition par suc- ^{mination.}cession ou par testament, il doit, dans les six mois après cette nomination ou après l'acquisition, suivant le cas, aliéner cet objet ou l'intérêt qu'il peut y avoir. S. R. (1909), 3713j; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

12. En l'absence du secrétaire la commission peut le ^{Secrétaire.} remplacer temporairement. S. R. (1909), 3713k; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

13. 1. Il est du devoir du secrétaire:

- ^{Ses devoirs.}
- a) D'assister à toutes les séances de la commission;
 - b) De tenir un registre de toutes les procédures faites devant la commission en vertu de la présente loi;

c) D'avoir la garde et le soin de tous les dossiers et documents de la commission;

d) D'observer tous les règlements qui peuvent être faits et les instructions qui peuvent être données par la commission touchant ses devoirs ou sa charge;

e) De faire signer par le président, sceller du sceau officiel de la commission et déposer au bureau du secrétaire chaque ordonnance et règlement de la commission rédigé conformément à ses instructions.

Registres.

2. Le secrétaire doit tenir des registres convenables, dans lesquels il entre une vraie copie de chaque ordonnance et règlement ainsi que tout autre document que la commission ordonne d'y entrer, et cette entrée constitue et est l'original de cette ordonnance ou de ce règlement.

Copies.

3. A la demande de toute personne, et sur paiement des honoraires que le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire, le secrétaire doit délivrer à celui qui en fait la demande une copie certifiée de telle ordonnance, tel règlement ou autre document. S. R. (1909), 3713l; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

Remp. 168.1
C.14.1.48

Traitements
des commissaires
et du
secrétaire.

14. Les commissaires et le secrétaire reçoivent la rémunération annuelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais n'excédant pas:

Pour le président.....	\$2,500.00
Pour un commissaire.....	1,500.00
Pour le secrétaire.....	600.00

Paiement des
traitements
et des dépenses.

La rémunération susdite et toutes les dépenses encourues par la commission, dans l'exécution de ses devoirs et la mise à exécution de la présente loi, sont payées, chaque mois, à même le fonds consolidé du revenu de la province.

Inspecteur
des salles de
vues animées.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, avec un traitement annuel qui ne peut excéder quinze cents dollars, un inspecteur des salles de vues animées. Cet officier est sous le contrôle du Bureau de censure des vues animées et ses devoirs doivent être définis par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Traitement.

Le traitement de l'inspecteur et ses dépenses de voyage sont payés conformément aux dispositions du présent article. S. R. (1909), 3713m; 3 Geo. V, c. 36, s. 1; 4 Geo. V, c. 40, s. 2; 11 Geo. V, c. 74, s. 1; 13 Geo. V, c. 57, s. 1.

Devoirs de la
commission.

15. Il est du devoir de la commission d'examiner tous films ou autres appareils de ce genre, que l'on se propose d'employer dans la province, pour les exhibitions de vues animées au moyen de cinématographes,

machines de vues animées ou autres moyens semblables, et d'accorder ou de refuser l'autorisation d'en faire usage, après avoir entendu celui qui en fait la demande. R. S. (1909) 3713*n* partie; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

16. Quand la commission ne siège pas au complet et Appel. qu'elle refuse l'autorisation de faire usage d'un film ou appareil, la partie intéressée à l'approbation de ce film ou appareil peut appeler de cette décision à la commission au complet.

Cet appel se fait au moyen d'une lettre recommandée adressée au président de la commission.

A l'époque fixée par le président, il est du devoir de la commission au complet d'examiner de nouveau le film ou appareil et de rendre une décision finale sur son acceptation ou son refus.

Avant que la commission au complet puisse examiner l'appel ainsi porté au sujet d'un film ou appareil, la personne portant cet appel doit produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province, pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, un droit additionnel de cinq dollars s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq dollars dans le cas d'une autre personne, en sus du droit déjà payé pour le premier examen. S. R. (1909), 3713*n*, partie; 3 Geo. V, c. 36, s. 1; 4 Geo. V, c. 40, s. 6; 5 Geo. V, c. 58, s. 1; 7 Geo. V, c. 35, s. 1.

Droit additionnel au percepteur de Montréal, dans le cas d'appel.

17. Lorsque la commission accorde l'autorisation de se servir de ces films ou appareils, elle doit y faire imprimer des mots indiquant qu'elle a autorisé l'usage de ces films ou appareils, de manière que tels mots ainsi imprimés soient visibles sur l'écran ou autre surface sur laquelle est projetée l'image de ces films ou appareils, et ces mots doivent être suivis d'un fac-similé de la signature du président ou du président suppléant, suivant le cas, et de celle du secrétaire.

Signature du président, etc., sur les plans, etc.

S'il s'agit de films ne concernant que des sujets patriotiques, instructifs ou comiques qui, dans l'opinion de la commission, peuvent être exhibés aux enfants, dans ce cas, l'autorisation imprimée doit en outre faire mention du fait que tels films peuvent être exhibés aux enfants, et les dispositions du deuxième alinéa de l'article 2 s'appliquent aux exhibitions de vues animées au cours desquelles aucun autre film que ceux ainsi autorisés pour les enfants ne sera exhibé. S. R. (1909), 3713*o*; 3 Geo. V, c. 36 s. 1; 9 Geo. V, c. 48, s. 3.

Mention spéciale sur les films exhibés aux enfants.

Droits à
payer avant
l'examen des
films.

18. Avant que la commission puisse examiner les films ou appareils qui lui sont soumis pour approbation, la personne soumettant ces films ou appareils doit produire un reçu établissant qu'elle a payé au percepteur du revenu de la province pour le district de Montréal, sur chaque film ou appareil tel que défini par les règlements, un droit de cinq dollars s'il s'agit d'une personne faisant le commerce d'échange de films, ou un droit de vingt-cinq dollars s'il s'agit d'une autre personne.

Dispositions
applicables.

Les dispositions des articles 29, 30, 32, 33 et 34 de la Loi du département du trésor (chap. 20) sont applicables aux droits perçus en vertu de la présente loi. S. R. (1909), 3713*p*; 3 Geo. V, c. 36, s. 1; 4 Geo. V, c. 40, s. 3; 5 Geo. V, c. 58, s. 2; 7 Geo. V, c. 35, s. 2; 9 Geo. V, c. 18, s. 38.

Pénalités.

19. Toute personne se servant d'un film ou appareil dans la province, pour des représentations, avant que l'usage en ait été autorisé par la commission ou avant que l'on y ait imprimé les mots requis, ou avant le paiement du droit requis, le tout tel que susdit, ou qui, après avoir annoncé une représentation à laquelle les enfants au-dessous de seize ans sont autorisés à assister seuls, exhibe des vues autres que celles marquées par la commission comme pouvant être exhibées aux enfants, tel que ci-dessus décrété, tout propriétaire, ou locataire de tels films ou appareils et toute personne qui aide ou participe à leur usage, sont passibles de la pénalité édictée par l'article 4.

Confiscation.

Le film ou appareil ainsi utilisé contrairement à la loi doit être confisqué par tout membre de la police provinciale ou d'un corps municipal ou par tout délégué d'un conseil municipal ou par l'inspecteur, et doit être produit devant le tribunal.

Destruction.

Lors de la sentence condamnant le délinquant, le juge maintient la confiscation, et le greffier du tribunal transmet le film ou appareil ainsi confisqué à la commission pour qu'elle le détruise sommairement, s'il y a lieu. S. R. (1909), 3713*q*; 3 Geo. V, c. 36, s. 1; 4 Geo. V, c. 40, s. 4; 9 Geo. V, c. 48, s. 4.

Inspection
et examen.

20. Tout membre du bureau de censure, de la police provinciale, ou tout membre d'un corps de police municipale désigné par le chef de police, ou tout délégué d'un conseil municipal, ou l'inspecteur, peut, en tout temps, pénétrer dans tout édifice ou endroit où l'on garde de ces films ou appareils pour s'en servir, et peut les examiner afin de s'assurer si on y a inscrit les mots comme susdit, ou si lesdits films ou appareils n'ont pas été modifiés depuis l'examen par la commission d'une façon qui n'a

pas été approuvée par la commission; et toute personne qui entrave un membre de la commission, ou un officier de police, ou le délégué du conseil, ou l'inspecteur, dans l'exécution de ce devoir, est passible de la pénalité édictée par l'article 4.

Toute personne qui, avec l'intention de s'en servir, modifie d'une façon qui n'a pas été approuvée par la commission, un film ou appareil déjà approuvé par la commission, ou qui enlève quelque partie de ce film ou appareil avant de l'avoir soumis à la commission, est passible, pour chaque infraction, d'une amende de pas moins de cinq cents dollars, et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois. S. R. (1909), 3713r; 3 Geo. V, c. 36, s. 1; 4 Geo. V, c. 40, s. 5; 7 Geo. V, c. 35, s. 3.

21. Les dispositions de l'article 5 s'appliquent aux poursuites intentées en vertu de la présente section. S. R. (1909), 3713s; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

22. La commission devra, dans les soixante jours qui suivront la nomination de ses membres, préparer des règles concernant sa procédure et l'époque de ses séances en autant qu'elles ne seront pas incompatibles avec les dispositions de la présente loi et les transmettre au secrétaire de la province. Ces règles entreront en vigueur après avoir été approuvées par le lieutenant-gouverneur en conseil et publiées dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. (1909), 3713t; 3 Geo. V, c. 36, s. 1.

23. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire tous règlements non incompatibles avec la présente section et qu'il peut juger nécessaires à la mise à exécution de ladite section.

La mise à exécution de la présente section et le contrôle des opérations faites en vertu de ses dispositions sont confiés au trésorier de la province.

Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de réduire, par règlement, les droits mentionnés dans les articles 16 et 18. S. R. (1909), 3713u; 3 Geo. V, c. 36, s. 1; 5 Geo. V, c. 58 s. 3; 7 Geo. V, c. 35, s. 4.

24. Tous films ou parties de films non réclamés dans les soixante jours de la date du dépôt qui en est fait entre les mains de la commission peuvent être détruits par cette dernière. S. R. (1909), 3713v; 7 Geo. V, c. 35, s. 5.

